

rente à l'égard de la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement. À quoi sert de créer des emplois à tout prix si l'on ne se soucie pas de leur qualité, de leur impact social, environnemental, etc.? Le salaire minimum (présentement de 7 \$), une excellente garantie de pauvreté, même avec un emploi à temps plein, n'a été augmenté que de dix cents cette année. La récession qui pointe à l'horizon fera bondir le taux de chômage et tout sera à refaire.

«Quelle est l'alternative à l'emploi?», répond du tac au tac Jean Rochon. «Si, par votre question, vous suggérez que l'emploi n'est pas le fer de lance, qu'il y a autre chose, on est bien prêt à en discuter, mais il faudrait qu'on dise c'est quoi, cette autre chose.»

Certains pays européens (Grande-Bretagne, Pays-Bas) ont préféré augmenter les transferts aux familles pauvres et exclues du marché de l'emploi plutôt que de tout miser sur la création d'emplois. Pourquoi pas le Québec?

«La couverture de base de l'aide sociale, qui correspond aux besoins essentiels, il faut être capable de l'assumer collectivement», rétorque Jean Rochon. «Tout le monde y contribue par ses taxes et ses impôts. Il faut que l'économie roule et pour ça il faut qu'il y ait assez de monde qui travaille parce que c'est ce qui fait marcher l'économie. Idéalement donc, on monte ça [la couverture des besoins essentiels] à un bon niveau, mais il ne faut pas que ça devienne désincitatif au travail.»

L'allocation universelle sous examen

Dans un vocabulaire différent, le ministre de la Solidarité sociale ramène ainsi l'antique distinction entre les «bons» pauvres (inaptes au travail, victimes méritantes que la société doit soutenir) et les «mauvais» pauvres (paresseux qui refusent de travailler). Ces personnes ont pourtant les mêmes besoins de base.

«Actuellement, travailler au salaire minimum est plus intéressant que l'aide sociale, souligne le ministre. En présumant qu'on augmente l'aide sociale à un montant qui soit confortable pour les gens, l'emploi, bien sûr, doit améliorer encore plus la qualité de vie. Autrement, plus personne ne voudra travailler et si plus personne ne travaille, il n'y aura plus d'impôts, de taxes, de programmes sociaux, plus rien», laisse-t-il tomber.

«Notre société fonctionne quand chacun joue un rôle dans la société», insiste

Jean Rochon. «Pour moi, l'emploi, ça veut dire ça, ce n'est pas seulement une question économique. Un emploi donne un statut dans une collectivité. On reconnaît que, pour des gens, ce n'est pas possible, à cause de divers problèmes personnels ou à cause d'une récession, lorsqu'il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde. Ceux qui voudraient bien [un emploi] et qui n'en trouvent pas, on leur assure un filet de sécurité de base et personne ne tombera en bas de ce seuil-là.»

À cet égard, les partisans de l'allocation universelle (ou revenu de citoyenneté) accordée à tous, peu importe la condition sociale, seront heureux d'apprendre que Québec intensifie les études à ce sujet. «Des études qui se font de façon intersectorielle avec les différents ministères à vocation sociale ou économique», nous apprend M. Rochon. «On va pouvoir dire oui

Jean Rochon, de son propre aveu, s'inspire beaucoup du forum sur le développement social tenu en 1997 sous les auspices du Conseil de la santé et du bien-être. À l'époque, à la tête du ministère de la Santé, Jean Rochon avait suivi de près cette série de colloques régionaux. C'est un peu le menu pour l'automne 2001.

«Ma collègue Nicole Léger, comme ministre déléguée à la pauvreté et à l'exclusion sociale, va m'assister, avec une équipe de députés qui rassemble des points de vues de différentes parties du Québec et qui s'intégrera à l'équipe ministérielle», précise le ministre. Sous le leadership des CRD, «on va aller voir, en région, des expériences et des projets novateurs. Ça se fera d'ici les Fêtes. Pendant ce temps-là, comme la stratégie recoupe mes fonctions au Travail et à l'Emploi, je vais faire des discussions et valider des choses avec des partenaires», poursuit-

Quelle est l'alternative à l'emploi? S'il y a autre chose, il faudrait qu'on dise c'est quoi, cette autre chose.

ou non, comment, qu'est-ce qu'on peut faire et pourquoi.»

Il évite cependant de donner son avis personnel sur l'allocation universelle, que d'aucuns qualifient d'utopie. D'autant plus qu'accorder un revenu inconditionnel sans relation avec les revenus du travail jure terriblement avec l'idéologie de l'emploi que prône le ministre.

Une lutte contre la pauvreté sans les pauvres?

«On ne veut pas mener la stratégie derrière des portes closes, il y a une opération terrain qui s'amorce», explique Jean Rochon, lorsqu'on lui demande de préciser ses activités de cet automne. «On va tout faire pour resserrer notre collaboration avec des groupes qui travaillent sur ces questions-là depuis longtemps, comme le Collectif [pour une loi sur l'élimination de la pauvreté] et la Marche des femmes.»

Pourtant, le Collectif a émis de sérieuses réserves sur le document d'orientation de la stratégie, le qualifiant d'approche en vase clos, sans analyses des causes de la pauvreté, avec peu de mécanismes d'application et de suivi.

«On a des tribunes naturelles pour ça, comme la Commission des partenaires [du marché du travail].»

La Commission des partenaires du marché du travail rassemble des fonctionnaires, des représentants d'organismes patronaux et syndicaux, mais peu d'intervenants du communautaire. Connie Barakett (Programme d'initiation au travail de la région Est de Montréal), Lise Fortin (Services externes de main-d'œuvre du Saguenay-Lac-Saint-Jean) et Nancy Neamtan (RESO et Chantier de l'économie sociale) y représentent le secteur communautaire.

Personne ne défend les groupes de défense des assistés sociaux. La stratégie de lutte contre la pauvreté se fera-t-elle sans les pauvres, en ignorant le travail de terrain réalisé depuis des années, comme le redoute le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté?

«Le Collectif a fait un boulot important», admet néanmoins Jean Rochon, qui réitère à plusieurs reprises pendant l'entrevue sa volonté de travailler avec l'équipe de Vivian Labrie. La stratégie de lutte contre la pauvreté, avant même de porter fruits, devra convaincre les premiers concernés. □